

La réaction de Reporters sans frontières

(In site internet RSF)

Après la rafle spectaculaire visant hier (Ndlr du jeudi 03 novembre 2016) les rédactions d'*Echos du Nord* et de *Faits divers*, le coup de filet des forces de sécurité gabonaise continue. La rédactrice en chef adjointe d'*Echos du Nord* a été arrêtée vendredi à son domicile par 12 agents en civil.

Les équipes du journal *Echos du Nord* et du tabloïd *Faits Divers*, connus pour leurs plumes très critiques à l'encontre du Palais présidentiel, ont vu débarquer, jeudi 03 novembre en la matinée, des pick-up de la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) devant le bâtiment qui abrite leur rédaction commune.

Les agents, armés de pistolets automatiques, ont arrêté toutes les personnes présentes dans les locaux, vigiles et journalistes compris, confisqué les téléphones et contraint brutalement l'équipe à monter dans les véhicules stationnés à l'extérieur. Le jeudi étant jour de bouclage pour les deux périodiques, l'essentiel des collaborateurs étaient présents. Ils ont été emmenés à la DGDI (ancien Cédoc), connu pour être l'un des principaux services de renseignements, traditionnellement sous la tutelle directe de la présidence et, récemment, du ministère de l'Intérieur également. Ils y sont détenus depuis sans charges et sans accès à leurs



Raïssa Oyeasseko avec son avocat au sortir de son incarcération au Cédoc.

familles ou leurs avocats.

Les autorités n'en sont pas restées là. Le vendredi 04 novembre à 8 heures, 12 agents de la DGDI sont venus arrêter Raïssa Oyeasseko, la rédactrice en chef adjointe d'*Echos du Nord*, à son domicile, à nouveau sans mandat d'arrêt.

Reporters sans frontières a tenté à plusieurs reprises de joindre le ministre de la Communication, Alain-Claude Bilie-By-Nze, afin d'obtenir plus d'informations, mais ses appels et messages sont restés pour le moment sans réponse. « Ce type d'actions coup de poing, indiscriminées et brutales, de la part des autorités constitue un acte de violence intolérable envers la liberté de l'information dans le pays, déplore Reporters sans frontières. Ces arrestations ont eu lieu hors de tout cadre judiciaire

ou légal. Nous demandons aux autorités gabonaises de relâcher immédiatement les journalistes et leurs collègues arrêtés en toute illégalité. Si celles-ci ont des différends avec des médias, il existe des lois à même de les régler. Pour rappel, le projet de loi sur la communication propose déjà d'abolir les peines privatives de liberté pour les délits de presse. Alors-que font ces journalistes en prison ? ».

Diverses explications ont été avancées. Le patron de la DGDI, Célestin Embinga, a déclaré aux journalistes qui l'ont contacté que ces arrestations étaient en lien avec un article paru le 02 novembre dans *Echos du Nord* concernant sa supposée convocation devant la police militaire. Mais des personnalités proches du pouvoir expliquent que cette rafle serait un

signe de la part du président gabonais envers le roi du Maroc, extrêmement irrité par un article évoquant son intervention supposée auprès du Premier ministre français en faveur de la reconnaissance de l'élection d'Ali Bongo Ondimba.

Selon son directeur, Désiré Ename, le journal *Echos du Nord* est dans le collimateur des autorités gabonaises depuis l'élection d'Ali Bongo en 2009. A peine quelques semaines après celle-ci, *Echos du Nord* écopait d'une suspension de trois mois et depuis, la pression ne s'est, d'après lui, pas relâchée.

Le Gabon traverse une période de contestations depuis la réélection controversée du président sortant Ali Bongo Ondimba. Dès l'annonce du résultat de l'élection présidentielle, le 31 août 2016, Internet avait été coupé dans tout le pays pendant près d'un mois, les messages SMS bloqués et les réseaux sociaux n'ont pas été accessibles durant la même période. Les manifestations contre la réélection d'Ali Bongo et leur répression avaient donné lieu à des attaques contre plusieurs journaux et médias. Le journaliste français du *Monde diplomatique*, Olivier Piot, avait été refoulé à la frontière.

Le Gabon occupe la 100^{ème} place au classement 2016 de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

pora), Gaël Koumba Ayoun (le général du Mapane), Alain Gauthier Mvomo (Coordinateur adj. de la CMAJP), Biko'o Moussavou (Coordinateur adj. du MJUN) que certains jeunes se sont réunis pour écouter leurs leaders.

Cette rencontre avait pour but de communiquer l'opinion autour de l'appel au dialogue voulu à la fois par Ali Bongo Ondimba, qu'ils ont qualifié de « président par défaut, mais président quand même », et Jean Ping, le président élu par le peuple au sortir scrutin du 27 août dernier. Si on peut, excepté l'intervention d'Issaac Abaga Obiang qui, de manière claire, s'est indigné de la barbarie dont a été victime la jeunesse gabonaise, le reste des interventions ne consistait, pour l'essentiel, qu'à des homélies de marchandage. Leur position est de prendre part au prochain dialogue national d'Ali Bongo et, en retour, bénéficier d'une certaine attention du président par défaut.

On ne fait pas mieux en termes de jonglerie et d'enfumage politique.

Jeu-concours

POSTE TA VIDEO ET GAGNE 500 000 F^{CFA}

Prends ton smartphone, enregistre en mode selfie une vidéo témoignage sur un des thèmes au choix, envoie ta vidéo en inbox sur la page Facebook Olam & You ou par mail à l'adresse olamandyou@gmail.com. Visite notre page Facebook Olam & You et Like* ta vidéo préférée.

A gagner : Chaque semaine, 3 lots de 500 000 Fcfa récompensant les vidéos qui auront reçu le plus de « Like » ou de « J'aime » sur la page Facebook dédiée « Olam & You ».

Email : olamandyou@gmail.com
f : Olam & You

Like : J'aime